

DÉVELOPPEMENT TERRE À VENDRE

**Coréens à Madagascar, Saoudiens au Soudan :
les acheteurs se ruent vers les pays du Sud pour
y produire leurs aliments ou des agrocarburants.**

■ C'est un jeu planétaire qui pourrait rapidement devenir indécent « quand 1 milliard de personnes souffrent de la faim », comme le rappelle fort à propos la géographe Sylvie Brunel. En effet, un peu partout dans le monde, des États, mais aussi des grandes entreprises et des fonds d'investissements, se mettent à acheter de la terre, des milliers, voire des centaines de milliers d'hectares, en Afrique et en Asie. Certes, pour les premiers acheteurs, notamment la Chine, il s'agit d'abord d'un réflexe de survie. La priorité des priorités étant de nourrir sa nombreuse population, alors que l'urbanisation galopante et l'industrialisation à marche forcée ont entraîné de nombreux dégâts environnementaux, comme l'érosion des sols et la pénurie d'eau. Mais, que dire des seconds, ces grands groupes multinationaux comme Daewoo, le fabricant sud-coréen, qui projetait de louer 1,3 million d'hectares à Madagascar (soit la moitié de la surface cultivée de l'île !), pour y faire des cultures de rente et d'exportation dans un pays où 70 % de la population vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. Rappelez-vous pourtant le printemps dernier, et ces 38 pays secoués par des émeutes de la faim. Certes, aujourd'hui, la crise financière semble avoir calmé la tension sur les cours des produits agricoles et les récoltes mondiales en 2008 ont plutôt été d'un bon niveau. Mais ce répit est précaire pour les pays du Sud. Notamment quand s'ajoutent à ces pressions foncières celles sur les agrocarburants, qui, souvent, mais pas toujours, remplacent les cultures vivrières. Un paradoxe cruel quand on sait que, selon le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), « sur le milliard d'êtres humains souffrant de la faim, 70 % sont des paysans ». Aussi, c'est tout naturellement qu'avec le CCFD, notre partenaire de ce dossier, nous nous sommes rendus au Bénin. Un pays africain où nos envoyés spéciaux ont découvert une agriculture paysanne bien vivante et qui entend résister aux pressions de l'extérieur. D'un côté, une agriculture vivrière (igname, manioc, maïs ...) qui fait vivre plus de la moitié de la population dans des petites fermes de moins de 5 hectares. De l'autre, des autorités locales, des hommes d'affaires et un gouvernement, qui, grâce notamment à la culture du jatropha, introduite pour la production de biodiesel, rêvent d'être « les pétroliers de demain ». Mirage ? Manger ou être mangés ? Est-ce le nouveau dilemme des pays du Sud ? ●

OLIVIER NOUAILLAS

Une ferme polyvalente
près de Lokossa (Bénin).
Face aux menaces
d'achat qui planent
sur ses terres, le pays
défend son modèle
d'agriculture familiale.





DANS SES MAINS SE TROUVERAIT SON AVENIR.

Au Bénin, ce sont souvent des ONG qui introduisent le jatropha pour la production de biodiesel. À Tori, Mamoudou Gobi (ci-dessus) n'a récolté que quelques graines dans le cadre du projet mené par Jeunesse sans frontières. Dans le village de Douta, situé dans une zone de grande pauvreté, un groupement de femmes assure l'entretien des terres (à gauche) et commence à transformer la graine (ci-dessous).



LE BÉNIN VEUT CULTIVER SA DIFFÉRENCE

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX AU BÉNIN

« Mes enfants, ma mère, ma belle-mère, des cousins... je fais vivre 19 personnes avec mes 3 hectares ! » Au milieu de ses tomates, oignons, choux et aubergines, alors qu'une soixantaine de vaches traversent ses terres légèrement vallonnées aux alentours de Lokossa, Sylvain Goussi, la quarantaine joviale, fait ses comptes. Quand il a hérité de l'exploitation de son père, il a compris que maïs et manioc ne suffiraient plus à nourrir autant de bouches. « Je me suis tourné vers le maraîchage, qui rapporte trois à quatre fois plus. » Certes, il a planté une variété de tomates qui ne pousse pas bien ici. Mais, en faisant travailler quelques « tâcherons », et ses fils de temps à autre, Sylvain arrive à nourrir tout son monde. Même s'il utilise encore des intrants chimiques, il mise sur le projet de Crépin Hossou, un autre maraîcher : des engrais naturels pour tous les paysans de la zone, produits par une unité de tri des déchets et de fabrication de compost.

Lokossa, c'est un peu le cœur de l'agriculture familiale béninoise. Et c'est dans cette ville proche de la frontière avec le Togo que fut organisé, en 1999, avec l'appui du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), un Carrefour national des jeunes ruraux, d'où est née l'idée de créer un syndicat pour défendre les intérêts des paysans béninois. Lancé en 2002, Synergie paysanne (Synpa) adopte trois ans plus tard, en 2005, un manifeste autour de quelques points clés : accès à la terre pour les petits paysans, amélioration de la gestion des marchés locaux (où les commerçants imposent le prix aux producteurs), modernisation de l'agriculture

familiale, lutte contre l'introduction des OGM et le développement inconsidéré des agrocarburants.

Seul pays d'Afrique de l'Ouest à avoir échappé aux émeutes de la faim, l'an passé, le Bénin ne subit certes pas les mêmes fléaux naturels que le Niger voisin. Et son gouvernement, prévoyant, avait constitué des réserves de maïs et de riz dès décembre 2007. Mais l'exception béninoise s'explique surtout par son autosuffisance en cultures vivrières (voir encadré p. 41).

Un combat pour que le pays ne s'engage pas dans les mêmes impasses que ses voisins

« Même si le changement des habitudes alimentaires oblige à importer du riz et des poulets et si le pays compte de plus en plus de zones à risques, notamment dans le nord, où beaucoup de paysans se sont consacrés à la monoculture du coton, qui s'est effondré », nuance Patrice Awanou, secrétaire général de Synergie paysanne, qui reconnaît que le combat de son organisation est « d'abord préventif ». En clair : peser pour que son pays ne s'engage pas dans les mêmes impasses que ses voisins. Ainsi le Bénin est-il l'un des derniers à résister à l'introduction des OGM : en 2002, un moratoire de cinq ans avait été décidé, il a été reconduit pour la même durée.

Cette agriculture paysanne que défend Synpa est aujourd'hui menacée sur plusieurs fronts. « Le rythme de production des cultures alimentaires n'arrive plus à suivre le rythme démographique, nos fermes ne sont pas soutenues par les pouvoirs publics et les centres de recherche ne travaillent pas pour elles », estime Patrice Awanou. ►►

La pluie, promesse des richesses. Des précipitations abondantes assurent au Bénin de belles cultures vivrières et deux récoltes annuelles pour le riz ou les produits de maraîchage.



Comme tout projet ambitieux, le jatropha (ici à Douta) mobilise d'abord les familles.

► Faut d'une mécanisation minimale, les moyens de production restent archaïques. Et les jeunes s'en vont rejoindre les dizaines de milliers de *zemidgen* (motos taxis) qui sillonnent Cotonou. Ou se lancent dans l'extraction du gravier, activité centrale d'une économie nationale tirée par le BTP. D'autant plus que les élus locaux,

quel que soit leur parti, deviennent les principaux propriétaires fonciers. « *Lorsqu'ils disent qu'ils ont un projet de développement, les habitants, persuadés qu'il y a de l'argent à se faire, sont toujours prêts à mettre leurs terres à disposition* », déplore Nestor Mahinou, secrétaire exécutif de Synergie paysanne.

« VOUS VOULEZ DES HECTARES ? VENEZ ME VOIR À COTONOU ! »

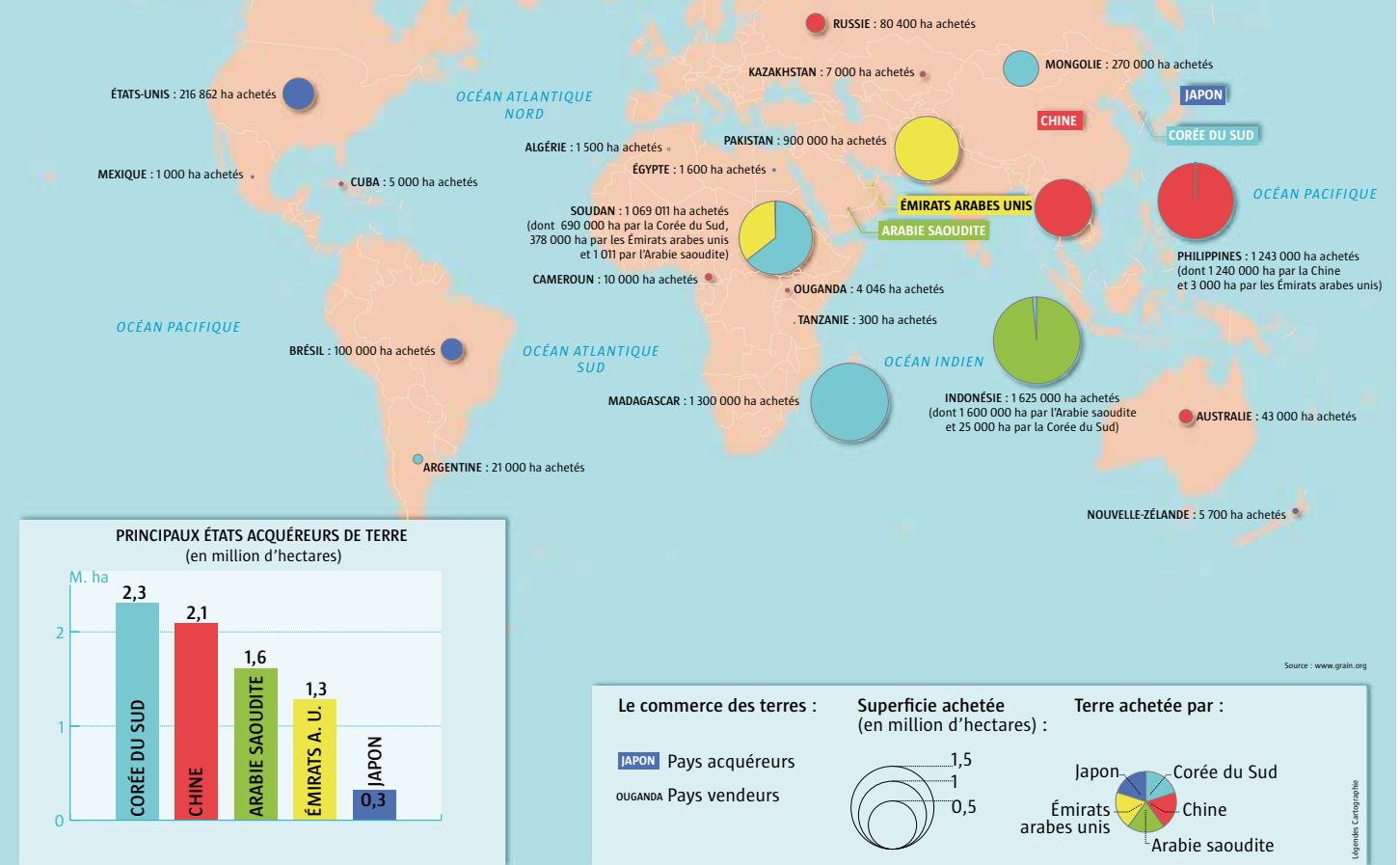
■ Si vous êtes journaliste français et que vous téléphonez à un opérateur économique au Bénin, la conversation prend vite un ton plus commercial. « *Vous êtes très gentil, Philippe, et j'aimerais travailler avec vous*, lance Antoine A., ingénieur chargé de contacts avec des firmes étrangères. *J'ai 10 000 hectares dans le nord, avec des certificats en règle. Venez me voir à Cotonou : on discutera des conditions !* » Alfred S., géomètre, qui a déjà négocié des achats de terres par des Français, est plus précis : « *Dites-moi quelle surface vous voulez, je trouverai sans problème. Pour vous rassurer sur la disponibilité des terres, je m'occupe d'obtenir un certificat de non-litige, signé par le roi du village [chef coutumier], le chef d'arrondissement [élu] et toute la famille propriétaire. Il me faut 2 500 FCFA (3,80 €) par hectare pour avoir la signature du roi du village, autant pour celle du chef d'arrondissement.* » Et la famille ? « *Un simple remboursement des frais de déplacement. Comptez 50 000 F maximum (76 €)* ». Et lorsque j'évoque une éventuelle obligation morale de destiner les cultures au marché local, Alfred me rassure aussitôt : « *Non : achetez pour exporter ! Ce sont de bonnes terres pour exporter.* » ●

« *Si tu laisses ton ventre entre les mains d'un autre, tu seras affamé...* »

C'est le leitmotiv au nom duquel Nestor Mahinou, infatigable militant de 50 ans, devenu fermier après des études de droit, s'oppose au développement des agrocarburants. Pourtant, paradoxalement, ce sont souvent des ONG qui introduisent le jatropha, une plante dont l'huile fournit du biodiesel. Avec parfois une fibre militante, comme chez Marcellin Aigpe : le fondateur de Jeunesse sans frontières (JSF) a découvert un décret de 1943 qui interdit toute recherche sur les plantes oléagineuses en Afrique occidentale française. « *Ça m'a scandalisé, je suis parti à la recherche de ces plantes, on a recensé 167 espèces et j'ai choisi le jatropha, la plus prometteuse en terme de rendement.* » Marcellin Aigpe fait valoir que ce sont des groupements de femmes qui s'occuperont de la transformation (savons, huile pour les lanternes, alimentation de groupes électrogènes...) et que des cultures vivrières seront intercalées au jatropha. Bref, rien à ses yeux qui puisse menacer le droit à l'alimentation. Après une phase de tests, la production a démarré dans sept sites du sud du pays. Mais qu'en pensent les paysans concernés ?

« *Je suis un cobaye du jatropha* », lance Mamoudou Gobi. Peu bavard, mais plein d'humour, ce paysan a planté sur sa ferme de Tori, à une quarantaine de kilomètres de Cotonou, 1 hectare de jatropha dans le cadre du projet JSF. « *Je me suis lancé sans savoir à quel prix je vendrais mes graines.* » Six mois plus tard, les plants n'avaient pas atteint la hauteur nécessaire pour une récolte. En novembre dernier, le champ semblait plus vert. « *Il aurait fallu que je l'entretienne, mais JSF, qui m'avait versé 132 000 FCFA (200 €) au début, ne me donne plus d'argent. Personne ne vient nous assister !* » Son voisin Denis Zogo, agent de développement rural qui a « *voulu montrer l'exemple* », est tout aussi amer. D'autant qu'il cultivait du manioc sur le terrain aujourd'hui planté en jatropha. « *Un vrai manque à gagner* », déplore-t-il, avant de lancer, en regardant les pousses qui peinent à se développer : « *D'ici à 20 ans, cette plante aura mis dans la misère bien des paysans !* » ►►

Un « Monopoly » planétaire



Va-t-on se battre pour des hectares cultivables ?

■ En février dernier, il a fallu une dizaine de jours pour comprendre que les émeutes à Madagascar avaient une autre cause que la rivalité entre le président Ravalomanana et le maire Rajoelina : les paysans du pays se soulevaient aussi contre le projet du groupe sud-coréen Daewoo de louer 1,3 million d'hectares (près de la moitié de la superficie aujourd'hui cultivée dans l'île) pour cultiver du maïs et planter des palmiers à huile. Une location pour 99 ans, avec, pour tout « prix », l'engagement des Coréens de construire les infrastructures et de créer 70 000 emplois ! Pour l'heure, la situation politique malgache a conduit Daewoo à retarder son projet. C'est sans doute reculer pour mieux sauter : « *Nous sommes toujours désireux d'investir là-bas. (...) Nous attendrons* », vient ainsi de déclarer le directeur financier du groupe.

Un épisode révélateur de cette partie de « *Monopoly foncier* » engagée à l'échelle du globe. « *La conjonction des crises alimentaire et financière a transformé les terres agricoles en un nouvel actif stratégique*, explique un rapport publié en octobre dernier par le réseau international Grain (1). *Dans de nombreux endroits du monde, les prix alimentaires*

sont élevés et les prix des terres sont faibles. » Voici venu le temps d'une nouvelle ruée vers l'« or vert ». Arabie saoudite, pays du Golfe, Japon, Chine, Inde, Corée, Libye et Égypte figurent parmi les États qui veulent assurer leur sécurité alimentaire avec des fermes offshore. Tandis que des fonds spéculatifs se tournent vers la production de céréales et d'agrocarburants en Afrique, en Amérique du Sud, en Russie ou en Australie comme nouvelle source de profits.

Bien que récent, le phénomène est rapide et massif. « *Mais difficile à évaluer*, reconnaît Renée Vellvé, cofondatrice de Grain. *Car les gouvernements qui bradent leurs terres, hormis le Pakistan, ne le crient pas sur tous les toits.* » En janvier, l'Arabie saoudite a accueilli le premier cargo apportant une production de riz venu d'ailleurs. Mais l'origine est restée top secret. Peut-être le Soudan ou l'Éthiopie, deux pays confrontés à la malnutrition chronique, parfois à la famine. Vous avez dit absurde ? ●

(1) WWW.GRAIN.ORG/ARTICLES/?ID=47
LES 18 ET 19 AVRIL, À L'INITIATIVE DE PEUPLES SOLIDAIRES ET DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE, UN FORUM INTERNATIONAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE SE TIENDRA À MONTREUIL (93). RENS. : WWW.PEUPLES-SOLIDAIRES.ORG



Les terres de Lokossa, au sud du Bénin, restent propices à l'agriculture familiale.

1 million de FCFA (1 500 €). Zaktopa passe pour être l'épicentre du trafic d'enfants vers le Nigeria.

Même honnêtes, les projets associatifs n'iront sans doute pas loin. Ce qui fait craindre que d'autres, plus ambitieux, ne prennent la relève. D'autant que les financements pour les agrocarburants ne manquent pas, émanant de la Banque mondiale, du Fonds mondial pour l'environnement ou des fondations américaines Bill Gates et Rockefeller, qui plaident pour une seconde « révolution verte » en Afrique. Et les investisseurs étrangers commencent à montrer le bout de leur nez. « *En 2007, des Malaisiens ont voulu acquérir 400 000 hectares de palmiers à huile, peut-être pour la production de biodiesel : un projet irréaliste compte tenu du changement climatique !* », raconte Jeanne Zoundjhekpou, correspondante pour l'Afrique de Grain, réseau international de chercheurs qui luttent contre « *l'érosion génétique* » et accomplissent un gros travail de veille sur le phénomène des achats de terres. Et certains dignitaires béninois sont devenus les interlocuteurs obligés des délégations étrangères en visite à Cotonou.

C'est le cas de « Son humanisme, Olofin II, vizir Akandé Olofindji » (sic !), qui nous reçoit en habit et coiffe traditionnels dans ses bureaux de Cotonou,

L'agriculture béninoise en chiffres

- **Part de la population rurale** : 57 %.
- **Part de l'agriculture dans le PIB** : 35,8 %.
- **Les petites exploitations dominent** : 5 % de celles du sud du pays et 20 % de celles du nord ont une superficie supérieure à 5 hectares.
- **Répartition des cultures en chiffre d'affaires** : igname (24 %), manioc (18 %), coton (14 %), maïs (10 %), tomates (6 %), ananas (4 %), arachide (4 %), autres (20 %).
- **Principaux produits importés** : volailles (28 M€), riz (15 M€), lait (12 M€), fruits et légumes (12 M€).
- **Principaux produits exportés** : coton (100 M€), fruits et légumes (14 M€), huiles végétales (9 M€).
- **Production autosuffisante** : manioc, maïs, igname, tomate, arachide, sorgho, haricot.

à l'intérieur du somptueux palais des congrès achevé par les Chinois en 2003. « *Nous allons devenir les pétroliers de demain* », affirme-t-il. Son système est simple pour attirer les étrangers : secrétaire général du conseil des « rois du Bénin » – qui réunit une centaine de chefs traditionnels –, le « vizir » est bien placé pour les convaincre de mobiliser des terres pour la culture du jatropha. « *Il suffit que le roi dise : "Vous serez plus riches avec ça", et tout le monde se met à cultiver*, assure-t-il. *Le droit coutumier est supérieur aux titres modernes de propriété : les étrangers sont donc sécurisés en passant par moi.* » Certains l'ont bien compris, comme cette délégation saoudienne venue à Cotonou rencontrer le Président. « *Nous allons avoir une réunion de travail à l'ambassade du Bénin, à Riyad. Et je ne suis pas obsédé par le jatropha : s'ils veulent 300 000 hectares pour cultiver du maïs, qu'ils viennent faire du maïs !* »

Dans le village de Toui, au centre du pays, le « vizir » a ainsi favorisé un de ces projets. Aujourd'hui, le roi du village n'est pas là. « *En Libye* », apprend-on. Le chef d'arrondissement est présent, lui. Élu voilà huit mois, Étienne Worou, l'allure autoritaire, annonce son intention de « *revoir le contrat passé avec les Blancs* ». Mais ceux-ci n'ont pas de souci à se faire : « *Nous sommes d'accord pour accorder les terrains. Mais il faut que la mairie y trouve son compte.* » En clair, l'élu veut

repasser par la case départ pour toucher son dû ! Le nom des acquéreurs ? Le chef d'arrondissement jure qu'il ne le connaît pas ! Secret de polichinelle : à ses côtés, sa jeune épouse arbore un tee-shirt siglé *Green Waves*, nom d'un groupe à capitaux italiens... Mais ceux-ci continueront-ils à être les maîtres d'ouvrage ? « *Il y a une semaine, les Italiens sont venus accompagnés par des Indiens*, raconte Louis Biaou, président des producteurs de jatropha. *Ils ont pris de la terre dans chaque champ pour la faire analyser.* » Analyser de la terre destinée à la culture du jatropha ? Peu probable, tant celui-ci a la réputation de pousser à peu près n'importe où. Les Indiens pourraient donc être intéressés par d'autres cultures : maïs, manioc, arachide, soja...

Aux paysans qui se montrent séduits par les agrocarburants, Nestor Mahinou répète qu'il faut « *tirer les leçons du coton* ». Entre 1992 et 2002, le prix des engrais a triplé, tandis que le cours de vente de la graine chutait de plus de la moitié. Toutes les cultures de rente et d'exportation présentent le même risque. Alfred Adjabo, chef du village d'Amakpa, ne cultive plus de coton sur ses 20 hectares. Mais ces derniers mois, il a rencontré à plusieurs reprises des « Blancs » venus acquérir des terres : 500 hectares pour un groupe de Français, 1 millier d'hectares pour une ONG belge. Et il a beau être proche de

Synpa, Alfred voit cela d'un bon œil : « *Les Blancs sont comme le Messie. Avec eux, on sait qu'on sera tranquilles, une fois les papiers signés. Avec nos frères noirs, on risque toujours de se retrouver en justice !* » Nestor Mahinou soupire, un peu découragé : « *Nous avons encore du boulot à faire !* »

Éveiller la conscience des paysans, lutter contre les projets menaçants... Synpa s'efforce aussi de mener des alternatives. Comme cette ferme qui

Entre 1992 et 2002, le prix des engrais a triplé, tandis que le cours du coton chutait de moitié

mobilisera 25 hectares à Djidja pour accueillir de jeunes agriculteurs. Autre pratique, développée par les femmes : le don ou l'échange de semences traditionnelles. À Lokossa, Béatrice Sotondji dispose d'une pépinière de plantules de palmier à huile naturel, et les voisins peuvent venir chercher gratuitement (ou à très bas prix, si la demande est trop forte) des semences. Une course de vitesse est engagée entre une agro-industrie encore balbutiante et une agriculture familiale, qui ne demande qu'à se moderniser. Le gouvernement semble privilégier la première, tout en prêtant l'oreille aux représentants de la seconde. Jusqu'à quand ? ●

PHILIPPE MERLANT

▶▶ **Alors, faut-il planter du jatropha dans des zones touchées par la misère ?** C'est le choix d'une autre ONG, Geaid (Groupe d'échange de savoir-faire et d'appui aux initiatives de développement), qui a invité un groupement de 200 femmes et une trentaine de paysans à cultiver du jatropha dans le village de Douta, sur la commune de Zaktopa.

Là encore, le prix de vente n'a pas été fixé, les calculs de rentabilité n'ont pas été faits. Une belle improvisation dans l'une des pires poches de pauvreté que connaisse le Bénin : sols épuisés, autosuffisance alimentaire en panne et des paysans qui partent vers la ville... ou vendent leurs enfants, parfois dès l'âge de 5 ans, contre

Olivier De Schutter, rapporteur de l'Onu pour le droit à l'alimentation

« Les paysans sont devant le fait accompli »

« En visite officielle au Bénin jusqu'au 20 mars, j'observe le plan de modernisation de l'agriculture que ce pays a engagé début 2008. Ce programme présente des risques de déséquilibre, tel celui de survaloriser le riz et le maïs, au détriment des autres productions vivrières. Des menaces pèsent sur le modèle d'agriculture paysanne, prépondérant dans ce pays. Beaucoup de Béninois possèdent de petites parcelles où ils pratiquent une agriculture d'autosubsistance qui marche plutôt bien. Mais les villages comptent 30 à 50 % de ruraux privés de terres, qui vendent leur force de travail pour cultiver les parcelles des autres : des gens très vulnérables à la hausse des prix alimentaires. La loi foncière de 2007, dont les textes d'application viennent de sortir, est muette sur cet enjeu crucial de la réforme agraire. De plus, elle va multiplier les occasions de conflit entre droit coutumier et titres modernes de propriété.

Et elle ouvre la terre aux échanges marchands, ce qui risque de renforcer la concentration au lieu de favoriser la redistribution. Le Bénin a la chance d'être plutôt en retard sur des processus déjà engagés dans d'autres pays d'Afrique : ventes de terres aux étrangers et essor des agrocarburants. Mais les projets se développent vite, aussi bien pour le biodiesel que pour le bioéthanol. Les autorités semblent conscientes qu'il ne faut pas commettre la même erreur que pour le coton, lorsqu'on a donné la priorité à cette culture de rente. Aujourd'hui, elles parlent de plafonner l'exportation des agrocarburants. Ce qui me frappe, après trois jours de mission, c'est que les organisations paysannes sont placées devant le fait accompli. Les pouvoirs publics ont des choix à effectuer, mais ils ne peuvent le faire qu'en associant les premiers concernés, les agriculteurs. » ●

INTERVIEW P.M.

LA CAMPAGNE DE CARÊME DU CCFD

■ Jusqu'au 29 mars, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) anime la campagne de carême dans toutes les paroisses de France (et sur son site www.ccfcd.asso.fr). Les sommes collectées permettent ainsi de financer chaque année plus de 500 initiatives menées dans 80 pays par des acteurs locaux. Certains partenariats se structurent sur le long terme : au Bénin, Synergie

paysanne est soutenu depuis 1999. Le CCFD est aussi engagé aux côtés d'Oxfam France et des Amis de la Terre dans une campagne sur les agrocarburants. Il s'agit de mettre en garde contre le projet de directive européenne qui fixe pour objectif aux États membres d'incorporer d'ici à 2020 10 % d'agrocarburants dans leur consommation. Ce qui conduira à importer du Sud du bioéthanol et

du biodiesel. « *Avec trois facteurs nuisibles pour le droit à l'alimentation de ces pays* », explique Ambroise Mazal, chargé de plaidoyer « souveraineté alimentaire » au CCFD. « *D'abord, la hausse des prix alimentaires. Ensuite, la tendance à favoriser le modèle agro-industriel aux dépens de l'agriculture familiale. Enfin, l'impact environnemental et sanitaire causé par un recours accru aux engrais.* » ●

« LE SUD NE DOIT PAS SUBIR LA MONDIALISATION SANS EN TIRER PARTI »



ENTRETIEN AVEC **SYLVIE BRUNEL**

Elle touche d'abord l'Asie (500 millions de personnes, soit 17 % du continent). Mais aussi le continent africain, en particulier la corne de l'Afrique et l'Afrique centrale. La famine est la rupture absolue de nourriture qui entraîne la mort, si rien n'est fait. Pour interrompre le processus, il existe trois moyens : la migration de ceux qui en souffrent, l'assistance – des ONG, des États, de l'Onu... – et le retour de la paix et de la sécurité. La famine peut affecter des peuples riches, justement car ils sont riches, d'autres s'emparant de leurs pâturages, leur bétail, leurs récoltes. Au XX^e siècle, des populations jugées indésirables ont été concernées : les Arméniens, les juifs, les Chinois (lors du « Grand Bond en avant » lancé par Mao)... Aujourd'hui, les famines climatiques ont disparu, grâce à un réseau d'intervention. Les crises alimentaires ne dégénèrent plus en famines. Celles qui subsistent sont plutôt liées à un effondrement économique ou aux régimes politiques en place : Haïti, la Corée du Nord. Mais il n'y a plus de famines dans des régions très exposées, comme le Sahel, grâce aux politiques de prévention adoptées. Pour lutter contre la malnutrition, il n'existe pas de solution miracle, mais une panoplie de moyens, grâce auxquels on peut inverser une situation en quelques années.

Que penser des OGM, les organismes génétiquement modifiés ?

S.B. Ils sont apparus en 1996. Depuis, ils ont crû de façon exponentielle. Ces cultures occupent à présent 125 millions d'hectares dans le monde, soit environ 9 % des terres agricoles. Le seul continent qui demeure méfiant est l'Europe, qui redoute leur éventuelle toxicité, leur dissémination, la dépendance qu'ils occasionnent à

l'égard de semenciers comme Monsanto. Pourtant, de plus en plus de pays pauvres font appel aux OGM, alors qu'ils n'y sont pas obligés. Ils leur trouvent donc un intérêt. Ces cultures peuvent-elles être une solution pour lutter contre la faim dans le monde ? Aujourd'hui, non, car elles sont destinées au bétail ou aux besoins de l'industrie agroalimentaire. Mais on ne peut exclure totalement l'idée. Les OGM pourraient être utiles dans des pays confrontés à des problèmes de pauvreté des sols, de manque d'eau ou de salinisation. La question qu'ils soulèvent est alors juridique : qui détient les droits sur le vivant ? Je plaide pour l'adoption d'une charte des aliments essentiels dotés de brevets publics. Ces aliments seraient mis librement à la disposition des paysans.

Les agrocarburants suscitent aussi une forte opposition.

S.B. Depuis les années 1990, on assiste à une surproduction agricole dans les pays du Nord, coûteuse pour les budgets publics, et à la montée des peurs de manquer d'énergies fossiles. Les agrocarburants ont pu apparaître comme une solution idéale, puisqu'ils répondent à ces deux problèmes, en résolvant aussi celui de la pollution. En réalité, leur bilan n'est pas aussi positif : pour les fabriquer, il faut aussi beaucoup d'énergie fossile. Le Brésil, en produisant de l'éthanol à partir de la canne à sucre, a joué un rôle précurseur. On reproche aux agrocarburants de générer la faim. Certes, les États-Unis transforment la moitié de leur production de maïs en essence, mais le pourcentage des terres allouées à ces cultures dans le monde reste faible : moins de 5 %. Ne soyons pas manichéens ! Quand la production alimentaire est excédentaire, je ne vois rien de

choquant à ce qu'on utilise ces productions pour les transformer en énergie. Cela le serait si l'on manquait de nourriture sur Terre. Mais ce n'est pas le cas. La nourriture est suffisante, mais mal répartie. Ces cultures de rente peuvent donc procurer aux paysans des débouchés rémunérateurs. La problématique est davantage à analyser en fonction des pays. Que faire si ces cultures énergétiques prennent la place de cultures alimentaires ? Le point essentiel est la protection financière et juridique des paysans, dont les droits sont parfois niés. Il faut leur permettre de rester sur leurs terres et d'élever leur niveau de vie. D'où l'importance des mouvements collectifs qui les défendent, comme Via Campesina ou le Mouvement des sans-terre. Car on assiste aussi au problème de la ruée sur les terres agricoles. Des pays émergents, confrontés aux défis alimentaires, se tournent vers

Il faut permettre aux paysans de rester sur leurs terres et d'élever leur niveau de vie

les territoires d'autres pays, généralement pauvres et peu mis en valeur, en Afrique, en Mongolie, en Papouasie... Ils profitent de connivences étatiques pour faire allouer des territoires immenses à des firmes géantes. Si les États louent leur sol sans protéger les droits fonciers des communautés paysannes, un drame social est en préparation. Enfin, il faut veiller à ce que les 1,3 milliard de paysans pauvres ne subissent pas la mondialisation sans en tirer parti. Imposer des régulations étatiques, donc privilégier les politiques interventionnistes. Éviter l'effondrement des prix – lorsque les récoltes sont trop abondantes – et la flambée des prix – qui pénalise les urbains quand les récoltes viennent à manquer. Tenir compte des différences de coût de production. Les spéculations financières internationales ne concernent heureusement qu'un petit nombre de produits. Mais il existe un droit à l'alimentation, qui, malheureusement, n'est pas respecté. Les gouvernements doivent placer la lutte contre la faim, donc les politiques alimentaires, en tête de leurs priorités. ●

INTERVIEW CORINE CHABAUD

Géographe, professeur à la Sorbonne, spécialiste du développement, Sylvie Brunel dresse un panorama de la faim dans le monde, à l'occasion de la parution de son livre, *Nourrir le monde* (Larousse, 25 €).

LA VIE. Où en est-on aujourd'hui de ce problème crucial ?

SYLVIE BRUNEL. Longtemps, on a cru le résoudre, car le nombre de personnes qui souffraient de la faim semblait diminuer. Dans les années 1970, une personne sur trois, soit 1 milliard d'êtres humains, était concernée. Grâce à des progrès agronomiques, des politiques de développement, la malnutrition a reculé. En 1996, à Rome, lors d'un sommet de l'Onu, les chefs d'État se sont fixé pour objectif de la faire diminuer de moitié d'ici à 2015, soit de passer de 800 à 400 millions de personnes concernées. Mais, dans les années 2000, la situation s'est de nouveau dégradée. Au printemps dernier, des émeutes de la faim ont touché plus de 30 pays. Aujourd'hui, la population mondiale atteint 6,7 milliards. Une personne sur sept souffre de la faim. C'est moins qu'il y a quarante ans. Mais pas en valeur absolue : entre 950 millions et 1 milliard de personnes pâtissent toujours de problèmes alimentaires chroniques.

Quelle différence établit-on entre famine et malnutrition ?

S.B. La malnutrition découle de la pauvreté, d'un pouvoir d'achat insuffisant. Trois quarts de ceux qui en souffrent sont des ruraux démunis.